



Revue de presse



Mardi 10 janvier 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

APN: présentation du projet de loi portant règlement budgétaire 2020

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a suivi lundi à Alger un exposé présenté par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali sur le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2020.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Loi de Finances 2023: ouverture de 36.000 postes budgétaires supplémentaires

La Loi de Finances 2023 comporte l'ouverture de 36.000 postes budgétaires supplémentaires répartis sur les différents départements ministériels et à travers toutes les wilayas, a indiqué, lundi à Alger, une responsable du ministère des Finances.

Finances/ Budget 2020 : améliorer la gestion et assurer la transparence



Le ministre des finances, M. Brahim Djamel Kassali, a assuré lors de son intervention devant les membres du parlement que le règlement du budget de 2019 tend à améliorer la gestion des finances publiques et instaurer la transparence et la compétence dans la collecte des recettes et la réalisation des dépenses.



APN : Présentation du projet de loi portant règlement budgétaire 2020

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a suivi ce lundi à Alger un exposé présenté par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali sur le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2020.



[Journée d'information sur la Loi de Finances 2023 : Simplifier les procédures fiscales et encourager l'investissement](#)

La Chambre algérienne du commerce et d'industrie (Caci) a organisé, ce lundi à Alger, en collaboration avec le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, une journée d'information sur la Loi de Finances 2023, à l'adresse des opérateurs économiques et de responsables de divers institutions et organismes publics et privés.



[Lutte contre le crime économique : Les douanes et la justice accordent leurs violons](#)

Un pas important qui reflète une nouvelle approche de lutte basée sur la consolidation des mécanismes judiciaires dans les milieux lourdement affectés. En vue de porter la lutte contre la corruption sous toutes ses formes à une vitesse supérieure, de nouveaux mécanismes se mettent en place.



[Salutaires mesures](#)

La hausse des salaires, des pensions de retraite et l'allocation chômage, conjuguée à la lutte contre l'inflation, devrait, dans une certaine mesure, améliorer le pouvoir d'achat du citoyen. Une bonne nouvelle à l'approche du mois sacré du Ramadhan. Les Algériens ne devraient plus faire face aux fins de mois difficiles, entre dettes et privations. Les charges devraient être allégées.



[Plus de 7 millions d'algériens sont concernés : Hausse des salaires: tous les détails](#)

Dans cet effort, aucun Algérien n'est oublié. Il s'agit de sauvegarder la dignité du citoyen, où qu'il se trouve, fut-il à l'étranger. L'État met sous son aile protectrice tous ses citoyens. Il alloue des budgets colossaux à la valorisation des salaires, des allocations chômage et des retraites.



[Distributeurs automatiques de billets : Ils seront produits localement](#)

L'accompagnement de l'État demeure un atout incontournable pour la concrétisation de ces projets qui sont en phase de révolutionner le paysage économique. Les dispositions et les facilitations mises en place à travers la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement, n'ont pas tardé à avoir un sérieux effet d'attractivité auprès des investisseurs étrangers. Un afflux qui touche plusieurs domaines stratégiques.



[Le pétrole rebondit au-dessus des 80 dollars : La Chine «réveille» le baril](#)

Les cours de l'or noir s'affichaient en forte hausse, hier, portés par la fin de la quarantaine pour les voyageurs étrangers en Chine et l'ouverture des frontières avec Hong Kong. Le réveil? Il faut sans aucun doute attendre que le baril confirme ce redressement pour l'affirmer. Pour le moment c'est plutôt l'euphorie.



[Les compagnies d'assurances rappelées à l'ordre](#)

Les compagnies d'assurances activant en Algérie viennent d'être rappelées à l'ordre par la Commission de supervision des assurances du ministère des Finances. C'est ce que rapporte le site d'information tsa-algerie.com.



[Pouvoir d'achat des travailleurs du secteur privé : Ce que propose l'Agea](#)

«La bureaucratie empêche les professionnels du bâtiment de bénéficier des marchés publics», dénonce Mouloud Kheloufi. Les travailleurs du secteur du Btp et ceux des entreprises privées «vont mal», selon les termes de Mouloud Kheloufi, président de l'Association générale des entrepreneurs algériens (Agea).

Prime à l'intelligence

Lors d'un concours qui a engagé douze mille participants en Chine, la start-up algérienne "Farm AI" a décroché la seconde place. Un événement majeur et remarqué à l'échelle des milieux scientifiques. Sur le plan pratique, autant que symbolique, c'est un acte fort qui a fait réagir le président de la République aussitôt que la nouvelle fut annoncée par l'entreprise chinoise Huawei Algérie.



APN : Les chiffres et les arguments de Djamel Kassali

La commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale a entendu, ce lundi à Alger, un exposé du ministre des finances, Djamel Kessali, sur le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'année 2020.



Rezig « l'année 2023 sera l'année de renforcement de la dynamique de croissance » : LF 2023, un appui à l'investissement et à la croissance

La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie a organisé, ce lundi, une journée d'information sur la Loi de finance 2023.

APN : Présentation du projet de loi portant règlement budgétaire 2020

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a suivi lundi à Alger un exposé présenté par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali sur le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2020.



Loi de Finances 2023 : ouverture de 36.000 postes budgétaires supplémentaires

La Loi de Finances 2023 comporte l'ouverture de 36.000 postes budgétaires supplémentaires répartis sur les différents départements ministériels et à travers toutes les wilayas, a indiqué, lundi à Alger, une responsable du ministère des Finances.



APN : présentation du projet de loi de règlement budgétaire 2020

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a suivi lundi, à Alger, une présentation par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, du projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2020.



فتح 36000 منصب مالي إضافي

يتضمن قانون المالية لسنة 2023, فتح 36000 منصب مالي اضافي, موزعة على مختلف الدوائر الوزارية و عبر جميع الولايات, حسبما اكدته اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة مسؤولة بوزارة المالية.



المجلس الشعبي الوطني: عرض مشروع قانون تسوية الميزانية ل2020 على لجنة المالية والميزانية

استمعت لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني, يوم الاثنين بالجزائر العاصمة, لعرض قدمه وزير المالية, إبراهيم جمال كسالي, حول مشروع القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2020.



استحداث 36 ألف منصب مالي إضافي في 2023

يتضمن قانون المالية 2023 فتح 36 ألف منصب مالي إضافي، حسب ما أكدته مسؤولة بوزارة المالية يوم الإثنين. وحسب ما نقلته الإذاعة عن مديرة التلخيص في المديرية العامة للميزانية بالوزارة إيمان سنغاد، ستوزع هذه المناصب على مختلف الدوائر الوزارية، وعبر جميع الولايات.



"لجنة الإشراف" تطالب المتعاملين باحترام البروتوكول: تجاوزات في تأمين السيارات خلال الفترة الأخيرة

كشفت لجنة الإشراف على التأمينات عن تسجيل عدة تجاوزات في تأمين السيارات خلال الفترة الأخيرة، وطالبت شركات التأمين بوضع حد لها، وتطبيق ما ينص عليه البروتوكول متعدد الأطراف، والذي وقع عليه جميع المتعاملين.



إخضاع شهادة المطابقة للخبرة محليا ولا تسامح مع الغشاشين: هكذا سيتم استيراد سيارات أقل من 3 سنوات

يُرتقب الإفراج عن النص التنظيمي الخاص بتأطير تطبيق استيراد السيارات أقل من 3 سنوات قريبا، ليتم مباشرة العملية من طرف المواطنين، من مدخراتهم الخاصة بالعملة الصعبة، وفق ما تنص عليه المادة 66 من قانون المالية للسنة الجارية.



فتح 36 ألف منصب مالي إضافي

أكدت مسؤولة بوزارة المالية، اليوم الإثنين بالجزائر العاصمة، أنّ قانون المالية لسنة 2023، فتح 36 ألف منصب مالي إضافي، موزعة على مختلف الدوائر الوزارية وعبر جميع الولايات.

APN

Le projet de loi portant règlement budgétaire 2020 présenté

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a suivi lundi à Alger un exposé présenté par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali sur le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2020.

Le ministre a expliqué dans son exposé, présenté en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, que la mise en œuvre du budget 2020 «s'est déroulée dans un contexte particulier marqué par la baisse de la demande mondiale notamment sur le pétrole brut et le gaz naturel, en plus de la propagation de la pandémie Covid-19 ayant secoué l'économie mondiale, d'où la prise de mesures urgentes sur les plans socio-économique et sanitaire en vue de sauvegarder la vie et la santé des citoyens, renforcer les entreprises et les familles, et protéger les catégories vulnérables».

M. Kassali a précisé dans sa présentation que la mise en œuvre du budget de 2020 avait enregistré un solde négatif de 1.739 mds DA contre -1.952 mds DA en 2019, soit une hausse de -213 mds DA.

Commentant ces chiffres, M. Kassali a fait savoir que les recettes budgétaires avaient atteint à fin décembre 2020, 5.183 mds DA, soit un taux d'exécution de 96% par rapport aux prévisions de la loi de finances complémentaire (LFC) de 2020 (5.395 mds da).

Les recettes enregistrées effectivement en fin d'année sont réparties sur des recettes ordinaires (3.788 mds da) et des recettes de fiscalité pétrolière (1.394 mds da).

En parallèle, les dépenses budgétaires ont atteint 7.340,15 mds da au titre de l'exercice 2020, soit un taux d'exécution de 99,56% comparativement aux prévisions de la LFC 2020 (7.372,72 mds da).

Ces dépenses, poursuit le ministre, sont réparties sur les dépenses de fonctionnement avec 4.727,4 mds da et les dépenses d'équipement (2.612,7 mds da), ajoutant que

l'élaboration du budget s'était basée sur le contrôle des dépenses publiques dans le cadre de la durabilité budgétaire à moyen terme.

«S'agissant de la consécration des ressources, le principe de préservation de la dynamique du développement social et économique a été respecté à travers la finalisation des infrastructures et des programmes lancés, eu égard à leur impact sur la croissance économique, l'emploi et la justice sociale», a-t-il dit.

Concernant les comptes spéciaux du Trésor, M. Kassali a précisé qu'ils avaient enregistré un solde négatif de 515 mds Da fin 2020, contre 1.330 Mds Da en 2019.

Sur le plan comptable, les résultats budgétaires non réglés à la fin de l'exercice 2020 ont enregistré un solde négatif de 1.865 Mds Da, poursuit le ministre, soulignant qu'après l'adoption de la loi sur le règlement budgétaire de 2020, ses résultats seront transférés à l'avoir et découvert du Trésor, soit un montant de 1.865 Mds Da, et par conséquent, la situation commune du compte permanent des résultats du Trésor au 31 décembre 2020 sera de 2.703,4 Mds Da.

LA MISE EN ŒUVRE DU BUDGET DE 2020 REFLÈTE LA RÉSILIENCE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Le ministre a rappelé, dans ce sens, que l'examen des indicateurs relatifs à l'impact des dépenses sur le service public avait montré «une résilience de l'économie nationale dans la lutte contre les retombées de la pandémie du covid-19 et la forte chute des cours du pétrole, et ce, grâce aux mesures urgentes prises par les pouvoirs publics, notamment en ce qui concerne la préservation de l'activité économique, la protection des catégories démunies, la rationalisation des dépenses générales et l'encadrement du commerce extérieur».

Concernant les agrégats macroé-

conomiques et financiers de l'économie nationale en 2020, M. Kassali a fait état du recul du taux de croissance économique de -5,1%, contre 1% en 2020, au moment où la LFC 2020 tablait sur un taux de -2,6%, soulignant que cette différence était principalement due au recul du niveau d'activité dans le secteur des hydrocarbures et des activités tertiaires.

M. Kassali a rappelé, par ailleurs, la révision à la baisse du prix fiscal du baril de brut, qui est passé de 50 dollars au titre de la loi de finances 2020, à 30 dollars au titre de la LFC 2020.

La moyenne du taux de change a baissé de 7,4 DA/dollar, passant de 119,4 DA/dollar en 2019 à 126,8 DA/dollar en 2020, alors que la LFC prévoyait 137 DA/un (1) dollar, soit un écart de 10,2 DA pour un (1)USD, a-t-il ajouté.

Le taux d'inflation enregistré en 2020 a atteint 2,4%, soit un niveau inférieur à celui prévu par la LFC (3,1%), a précisé M. Kassali.

Par ailleurs, une baisse de 12 mds de dollars a été enregistrée dans le montant total des exportations en 2020, atteignant 23,8 mds de dollars, contre 35,8 mds de dollars en 2019. Tandis que, les importations de biens finis en 2020 ont baissé de 7,5 mds de dollars pour atteindre 34,4 mds de dollars, contre 41,9 mds de dollars en 2019.

Ainsi, le solde de la balance commerciale a enregistré un déficit de 10,6 mds de dollars en 2020, contre un déficit de 6,1 mds de dollars en 2019, soit une hausse de 4,5 mds de dollars, selon les chiffres présentés par le ministre.

La valeur des réserves de changes inscrites a atteint 48,2 mds de dollars, contre 62,8 mds de dollars en 2019, alors que la LFC 2020 prévoyait un montant de 43,9 mds de dollars.

Selon M. Kassali, les créances sur la dette publique à la fin de l'année s'élèvent à 9604 mds de DA, dont 9424 mds de DA de dette intérieure et 180 mds de dette extérieure.

Loi de Finances 2023 Ouverture de 36.000 postes budgétaires supplémentaires

La Loi de Finances 2023 comporte l'ouverture de 36.000 postes budgétaires supplémentaires répartis sur les différents départements ministériels et à travers toutes les wilayas, a indiqué, lundi à Alger, une responsable du ministère des Finances.

Présentant les raisons de l'augmentation du budget de l'Etat pour 2023 lors, d'une journée d'information sur la LF2023, la directrice de la synthèse au niveau de la Direction générale du budget au ministère des Finances, Imene Sengad, a notamment cité la prise en charge de l'impact budgétaire lié à l'ouverture de plus de 36.000 postes budgétaires supplémentaires.

La même responsable a expliqué que cette augmentation est aussi liée à la demande «importante» formulée par les responsables des différents portefeuilles ministériels.

L'incidence financière découlant de la modification de la grille indiciaire des traitements et des régimes de rémunération des fonctionnaires, intervenue à compter d'avril 2022, a aussi eu un impact sur la hausse du budget, a souligné Mme Sengad, en plus de l'intégration des bénéficiaires du dispositif d'Aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et

la conversion des contrats du dispositif d'Aide à l'insertion sociale (DAIS) en contrats à durée indéterminée (CDI).

Autre raison de la hausse du budget de l'Etat pour 2023 selon la responsable, la prise en charge de l'incidence financière des nouvelles mesures prises par les pouvoirs publics dans le cadre de la révision des grilles indiciaires de l'allocation chômage et de la révision des pensions et retraites.

La prise en charge de l'incidence financière relative à la budgétisation des actions des comptes d'affectation spéciale clôturés au 31 décembre dernier a également contribué à cette augmentation, a expliqué la représentante du ministère des Finances.

Pour sa part, le sous-directeur du budget au ministère des Finances, Ahmed Saim, a présenté les principales mesures budgétaires prévues par la LF2023 en faveur des entreprises.

Il a notamment cité les mesures liées au dispositif d'appui à la certification et à l'accréditation bénéficiant de crédits ouverts à hauteur de 100 millions de dinars (DA), comprenant une aide de l'Etat à la certification et à l'accréditation jusqu'à 80% des frais

engagés. Egalement au titre de la LF2023, le représentant du ministère des Finances a évoqué le dispositif de soutien de l'Etat aux PME (crédits ouverts: 270,6 millions DA), le dispositif de création d'entreprises à travers l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) (24 milliards DA) ainsi que le dispositif de soutien à la création d'activité par l'octroi de micro-crédit via l'ANGEM (5,5 milliards DA).

Il a aussi cité le dispositif d'appui et de développement de l'écosystème start-up (275 millions DA), l'élargissement de l'assiette foncière destinée à l'investissement (39,24 milliards DA) et le soutien de l'Etat à la facturation de l'électricité dans les wilayas du Sud et des Hauts-plateaux (23,5 milliards DA).

Pour sa part, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a indiqué lors de son discours d'ouverture de la journée d'information que la LF2023 comportait une série de dispositions visant à soutenir l'investissement et la poursuite des réformes fiscales dans le cadre d'une nouvelle approche pour assurer «une plus grande efficacité et transparence».

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La numérisation, l'outil incontournable

La présidente de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Salima Mesrati, plaide pour la généralisation rapide de la numérisation de tous les secteurs. Une démarche qui permettra, selon elle, une transparence, facilitera les procédures et renforcera le contrôle.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - L'élaboration d'une stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption est l'une des principales missions de l'institution de Salima Mesrati.

Outre sa mise en œuvre, la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption se chargera également de veiller au suivi et à l'évaluation de cette stratégie. «La réussite de cette stratégie dépend énormément de l'implication de toutes les forces vives et des différents acteurs de la société», a noté la présidente de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, hier, au Forum de la Radio nationale Chaîne 1.

Elle fait savoir ainsi que 466 dénonciations ont été reçues dont 177 anonymes. «Parmi ces dénonciations, 114 sont des dossiers qui ne relèvent pas de nos compétences. Nous avons soumis 46 demandes auprès des ministères et inspecteurs généraux d'établissements publics et autres, et nous avons reçu 28 réponses», précise-t-elle.

S'agissant de la protection des dénonciateurs, l'invitée de la radio révèle un projet de loi élaboré en collaboration avec des experts internationaux, conformément aux normes juridiques universelles. «Ce projet sera pré-



senté en temps voulu pour assurer la protection des dénonciateurs, et ce, à travers un statut particulier propre à eux», explique-t-elle.

Salima Mesrati insiste, par ailleurs, sur la généralisation au plus vite de la numérisation de tous les secteurs et départements. Une digitalisation qui se répercutera, selon elle, sur la rapidité des procédures et le renforcement du contrôle.

Elle souligne, à cet effet, les correspondances entre les différentes administrations qui prennent beaucoup de temps. «Si toutes les institutions concernées par la déclaration des biens à titre d'exemple étaient numérisées telles que les douanes, les Impôts, les Domaines..., toutes les informations nécessaires auraient été collectées en un clic afin

de pouvoir engager rapidement les enquêtes», dit-elle.

Quant à la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, sa présidente précise qu'elle ne se contentera pas d'une simple application numérique mais optera pour une plateforme électronique digne de ses missions. D'ailleurs, poursuit-elle, «l'étude a été réalisée et il ne reste que l'enveloppe financière à débloquer pour lancer cette plateforme au cours de l'année 2023».

Elle annonce également le lancement prochain d'une plateforme numérique de déclaration des biens et la mise en place d'une autre dédiée aux dénonciations.

Ry. N.

LA LOI SUR LA MONNAIE ET LE CRÉDIT VA ORGANISER LES MARCHÉS INFORMELS

En réponse à des questions sur les marchés informels, le garde des Sceaux a répondu que c'est la loi sur la monnaie et le crédit qui va organiser ces marchés à travers des mécanismes.

M. Tabi a mis l'accent également sur la numérisation et la réorganisation des services des impôts afin de lutter efficacement contre l'évasion fiscale. «La généralisation de la numérisation qui est en cours est une obligation, pas un choix», a-t-il affirmé, mettant en avant la qualification des cadres de la justice notamment dans l'exécution des commissions rogatoires avec des pays développés en la matière. Le ministre a également déclaré que le comité national d'évaluation des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme «sera plus actif prochainement».

N. B.

عرض مشروع قانون تسوية الميزانية لـ 2020

لجنة المالية والميزانية
للمجلس الشعبي الوطني

وفيما يتعلق بالحسابات الخاصة للخزينة، لفت كسالي إلى أنها سجلت رصيدا سلبيا بـ 515 مليار دينار في نهاية 2020، مقابل 1330 مليار دينار في سنة 2019. وعلى الصعيد المحاسبي سجلت نتائج الميزانيات التي لم تتم تسويتها في نهاية السنة المالية 2020 رصيدا سلبيا يعادل 1865 مليار دينار.

صمود الاقتصاد الوطني

ذكر كسالي، بهذا الخصوص بأن دراسة المؤشرات المتعلقة بتأثير الإنفاق على الخدمة العمومية أظهرت صمود الاقتصاد الجزائري في مواجهة آثار جائحة "كوفيد-19" والانخفاض الحاد في أسعار المحروقات، بفضل التدابير العاجلة التي اتخذتها السلطات العمومية، لاسيما فيما يتعلق بالحفاظ على النشاط الاقتصادي، حماية الفئات المعوزة ترشيد الإنفاق العام وتأطير التجارة الخارجية.

2019، مؤكدا في سياق تفسيره لهذه النتائج أن الإيرادات الميزانية بلغت نهاية ديسمبر 2020، ما قيمته 5183 مليار دينار أي ما يمثل نسبة تنفيذ بـ 96 بالمائة، مقارنة بتوقعات قانون المالية التكميلي لذات السنة (5395 مليار دينار). وتتوزع الإيرادات المسجلة فعليا على موارد عادية بـ 3788 مليار دينار وموارد جبائية بترولية بـ 1394 مليار دينار.

بالموازاة مع ذلك بلغت النفقات الميزانية 15,7340 مليار دينار بعنوان السنة المالية 2020، ما يمثل نسبة تنفيذ بـ 56,99 بالمائة مقارنة بالمبلغ المتوقع في قانون المالية التكميلي (71,7372 مليار دينار). وتم الحرص في تخصيص الموارد على مبدأ الحفاظ على ديناميكية التطور الاجتماعي والاقتصادي من خلال إتمام المنشآت القاعدية وإكمال البرامج التي تم الشروع فيها، لما فيها من آثار على النمو الاقتصادي والشغل والعدالة الاجتماعية".

استمعت لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني أمس، لعرض وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، حول مشروع القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2020.

ي.س

أكد ممثل الحكومة في هذا العرض أن تنفيذ ميزانية عام 2020، جرى في سياق خاص تميز بانخفاض الطلب العالمي، خاصة على النفط الخام والغاز الطبيعي وتفشي جائحة "كوفيد-19" التي أثرت على الوضع الاقتصادية العالمية، واستدعت اتخاذ تدابير عاجلة على المستوى الاقتصادي والاجتماعي والصحي، من أجل الحفاظ على حياة المواطنين وصحتهم، دعم المؤسسات والأسر وحماية الفئات المعوزة. وكشف الوزير، في عرضه أن تنفيذ ميزانية 2020 سجل رصيدا سلبيا بـ 1739 مليار دينار مقابل 1952 مليار دينار في

أمام لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني: عرض مشروع قانون تسوية ميزانية 2020

بعد المصادقة على قانون تسوية الميزانية للسنة المالية 2020، سيتم نقل النتائج المبينة فيه إلى متاح ومكشوف الخزينة، أي مبلغ 1.865 مليار دج وبالتالي الوضعية الموحدة للحساب الدائم لنتائج الخزينة إلى 31 ديسمبر 2020 ستكون 2703,4 مليار دج.

تنفيذ ميزانية 2020 عكس صمود الاقتصاد الوطني

ونكر بهذا الخصوص بأن دراسة المؤشرات المتعلقة بتأثير الإنفاق على الخدمة العمومية أظهرت «صمود الاقتصاد الجزائري في مواجهة آثار جائحة كوفيد-19 والانتخاض الحاد في أسعار المحروقات، بفضل التدابير العاجلة التي اتخذتها السلطات العمومية، لاسيما فيما يتعلق بالحفاظ على النشاط الاقتصادي، حماية الفئات المعوزة، ترشيد الإنفاق العام وتأطير التجارة الخارجية».

وفيما يتعلق بالمجاميع الاقتصادية الكلية والمالية الرئيسية للاقتصاد الوطني خلال سنة 2020، أوضح السيد كسالي أنه تم تسجيل انخفاض نسبة النمو الاقتصادي إلى -1,5 بالمائة مقابل 1 بالمائة في سنة 2019، بينما توقع قانون المالية التكميلي لسنة 2020 نسبة -2,6 بالمائة، مبرزا أن هذا الفارق يعود بشكل رئيسي إلى تراجع مستوى النشاط في قطاع المحروقات والخدمات التجارية.

جباية بترولية بـ 1.394 مليار دج. وبالموازاة مع ذلك، بلغت النفقات الميزانية 7.340 مليار دج بعنوان السنة المالية 2020، أي ما يمثل نسبة تنفيذ تقدر بـ 99,56 بالمائة مقارنة بالمبلغ المتوقع في قانون المالية التكميلي لسنة 2020 (7372.71 مليار دج).

وتتوزع هذه النفقات على 4727.4 مليار دج بعنوان نفقات التسيير و 2612,7 مليار دج بعنوان نفقات التجهيز. حسب الوزير الذي أكد في هذا الإطار بأن إعداد الميزانية ركز على التحكم في النفقات العمومية لاسيما من منظور الاستدامة الميزانية للمدى المتوسط.

كما تم «الحرص في تخصيص الموارد على مبدأ الحفاظ على ديناميكية التطور الاجتماعي والاقتصادي من خلال إتمام المنشآت القاعدية وإكمال البرامج التي تمّ الشروع فيها، لما فيها من آثار على النمو الاقتصادي والشغل والعدالة الاجتماعية».

وفيما يتعلق بالحسابات الخاصة بالخبزينة، لفت السيد كسالي إلى أنها سجلت رصيذا سلبيا بـ 515 مليار دج في نهاية 2020 مقابل 1.330 مليار دج مسجل في سنة 2019.

وعلى الصعيد المحاسبي، سجلت نتائج الميزانيات التي لم تتم تسويتها في نهاية السنة المالية 2020 رصيذا سلبيا يعادل 1.865 مليار دج، يضيف الوزير الذي أشار إلى أنه

استمعت لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني، أمس بالجزائر العاصمة، لعرض قدمه وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، حول مشروع القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2020.

وفي هذا العرض الذي قدمه أمام أعضاء اللجنة، أكد ممثل الحكومة أن تنفيذ ميزانية عام 2020 جرى في سياق خاص تميز بانخفاض الطلب العالمي، خاصة على النفط الخام والغاز الطبيعي، وتفشي جائحة كوفيد-19 التي أثرت على الوضعية الاقتصادية العالمية واستدعت اتخاذ تدابير عاجلة على المستوى الاقتصادي والاجتماعي والصحي، من أجل الحفاظ على حياة المواطنين وصحتهم، دعم المؤسسات والأسر، وحماية الفئات المعوزة.

وكشف الوزير في عرضه أن تنفيذ ميزانية 2020 سجل رصيذا سلبيا بـ 1.739 مليار دج، مقابل -1952 مليار دج في 2019، أي بزيادة -213 مليار دج.

ولدى تفسيره لهذه النتائج، أوضح السيد كسالي أن الإيرادات الميزانية بلغت بنهاية ديسمبر 2020، 5.183 مليار دج، أي ما يمثل نسبة تنفيذ تقدر بـ 96 بالمائة بتوقعات قانون المالية التكميلي لسنة 2020 (5.395 مليار دج).

وتتوزع الإيرادات المسجلة فعليا بنهاية السنة على موارد عادية بـ 3.788 مليار دج وموارد

وزارة المالية تشدد على احترام البروتوكول شركات التأمين المخالفة مهددة بإجراءات عقابية

المصادر بحوالي 3 ملايين ملف غير معوض. وأوضحت المصادر ذاتها بأن فكرة البروتوكول برزت منذ سنة 2019 حرصت من خلالها وزارة المالية على فرض حد من تسقيف الأسعار، قدر بـ50 في المائة وهي النسبة التي كانت من المقرر أن يفرض الالتزام بها في مرحلة أولى، على أنها أشارت إلى الوقوف على خروقات وتجاوزات لا سيما خلال مرحلة تجديد العقود المتزامنة ونهاية السنة، حيث تعمل بعض هذه الشركات على طرح تخفيضات استثنائية بغرض جلب أكبر عدد الزبائن ضمن ما يعرف بـ"حرب الأسعار وإغراق السوق"، تؤدي في نهاية المطاف إلى تراكم الملفات غير المعوضة.

وتوقعت مصادر "الخبر"، بناء على هذه المعطيات أن يعقد الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين اجتماع، خلال الأيام القليلة المقبلة، من أجل الوقوف على هذه الوضعية وفرض الشركات على ضرورة الالتزام، خاصة وأن المرحلة تتزامن مع التحضير لإطلاق أولى عمليات استيراد السيارات الجديدة، إذ تستدعي تغطيتها من ناحية التأمين.

سعيد بشار



من قبلهم، وهي الخطوة التي قامت بها هذه الهيئة من خلال مراسلة حملت رقم 14 وجهها للاتحاد أول أمس للمسؤولين على شركات التأمين، أثار أن يعرض، عبرها، جملة النقاط المطروحة من قبل لجنة الإشراف على التأمينات.

وموازة مع هذا، كشفت مصادر عليمية لـ"الخبر"، على أن عدم احترام البروتوكول المتعددة الأطراف أدى إلى العديد من النتائج السلبية أخذت إشكالا مختلفة أبرزها عدم توفر شركات التأمين على القدرة والملاءة المالية لتعويض المؤمنین في شعبة السيارات، الأمر تسبب في تراكم كبير للملفات، قدرتها نفس

اليقظة تحويل حالات عدم الاحترام المسجلة إلى لجنة الإشراف على التأمينات قصد فرض الإجراءات العقابية المناسبة على شركات التأمين المخالفة، بينما عللت الوثيقة الأهمية البالغة التي توليها لجنة الإشراف للالتزام بينود البروتوكول بكونه الخطوة التي من شأنها تحسين النتائج التقنية لفرع التأمين على السيارات، موازاة مع ضمان العودة السريعة للتوازن التقني لهذه الشعبة من التأمينات. وخاطبت المراسلة الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين، مجددا، وحملته مأمورية دعوة الشركات للالتزام الصارم بمحتوى بنود الاتفاقية الموقعة

دعت لجنة الإشراف على التأمينات التابعة لوزارة المالية شركات التأمين إلى ضرورة الاحترام الصارم لما جاء في البروتوكول المتعدد الأطراف، الموقع من قبلها في مجال التأمين على السيارات، تحت وطأة التعرض للإجراءات العقابية.

وذكرت لجنة الإشراف على التأمينات في مراسلة وجهتها للاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين في 5 جانفي الجاري، أن مصالحها أعلمت بوجود تجاوزات تتعلق بعدم احترام بنود البروتوكول الموقع، لتشدد في هذا السياق على ضرورة الالتزام بما جاء في هذه الوثيقة، لا سيما المواد من 9 إلى 13.

وتبع لهذا، أكد اللجنة في نفس المراسلة التي تحتفظ "الخبر" بنسخة منها، على حتمية إعادة بعث نشاط لجنة اليقظة المكلفة بالتحقيق في حالات عدم احترام البروتوكول، من أجل فتح المجال أمامها للقيام بالصلاحيات الممنوحة لها، والوقوف من خلال اجتماعات دورية على مستوى التزام شركات التأمين بما جاء في بنود البروتوكول المتعدد الأطراف. وتفرض المراسلة على لجنة

عرض مشروع قانون تسوية الميزانية لـ 2020 على لجنة المالية والميزانية

قانون تسوية الميزانية للسنة المالية 2020، سيتم نقل النتائج المبينة فيه إلى متاح ومكشوف الخزينة، أي مبلغ 1865 مليار دج وبالتالي الوضعية الموحدة للحساب الدائم لنتائج الخزينة إلى 31 ديسمبر 2020 ستكون 27034 مليار دج.

وذكر بهذا الخصوص بأن دراسة المؤشرات المتعلقة بتأثير الإنفاق على الخدمة العمومية أظهرت "صمود الاقتصاد الجزائري في مواجهة آثار جائحة كوفيد-19 والانخفاض الحاد في أسعار المحروقات، بفضل التدابير العاجلة التي اتخذتها السلطات العمومية، لاسيما فيما يتعلق بالحفاظ على النشاط الاقتصادي، حماية الضمانات المعوزة ترشيد الإنفاق العام وتأطير التجارة الخارجية".

وفيما يتعلق بالجاميع الاقتصادية الكلية والمالية الرئيسية للاقتصاد الوطني خلال سنة 2020، أوضح السيد كسالي أنه تم تسجيل انخفاض نسبة النمو الاقتصادي إلى -1ر5 بالمائة مقابل 1 بالمائة في سنة 2019، بينما توقع قانون المالية التكميلي لسنة 2020 نسبة -2ر6 بالمائة، مبرزا أن هذا الفارق يعود بشكل رئيسي إلى تراجع مستوى النشاط في قطاع المحروقات والخدمات التجارية. *

ن.ن.

وموارد جباية بترولية بـ 1394 مليار دج. وبالوفاة مع ذلك، بلغت النفقات الميزانية 7340ر15 مليار دج بعنوان السنة المالية 2020، أي ما يمثل نسبة تنفيذ تقدر بـ 99ر56 بالمائة مقارنة بالمبلغ المتوقع في قانون المالية التكميلي لسنة 2020 (7372ر71 مليار دج). وتتوزع هذه النفقات على 4ر4727 مليار دج بعنوان نفقات التسيير و 7ر2612 مليار دج بعنوان نفقات التجهيز، حسب الوزير الذي أكد في هذا الإطار بأن إعداد الميزانية ركز على التحكم في النفقات العمومية لاسيما من منظور الاستدامة الميزانية للمدى المتوسط.

كما تم "الحرص في تخصيص الموارد على المبدأ الحفاظ على ديناميكية التطور الاجتماعي والاقتصادي من خلال إتمام المنشآت القاعدية وإكمال البرامج التي تم الشروع فيها، لما فيها من إثار على النمو الاقتصادي والشغل والعدالة الاجتماعية". وفيما يتعلق بالحسابات الخاصة للجزيرة، لفت كسالي إلى أنها سجلت رصيدا سلبيا بـ 515 مليار دج في نهاية 2020 مقابل 1330 مليار دج مسجل في سنة 2019.

وعلى الصعيد المحاسبي، سجلت نتائج الميزانيات التي لم تتم تسويتها في نهاية السنة المالية 2020 رصيدا سلبيا يعادل 1865 مليار دج، يضيف الوزير الذي أشار إلى أنه بعد المصادقة على

« استمعت لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني، أمس الاثنين، لعرض قدمه وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، حول مشروع القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2020. وفي هذا العرض الذي قدمه أمام أعضاء اللجنة بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار، أكد ممثل الحكومة أن تنفيذ ميزانية عام 2020 جرى في سياق خاص تميز بانخفاض الطلب العالمي، خاصة على النفط الخام والغاز الطبيعي، وتفاهي جانحة كوفيد-19 التي أثرت على الوضعية الاقتصادية العالمية واستدعت اتخاذ تدابير عاجلة على المستوى الاقتصادي والاجتماعي والصحي، من أجل الحفاظ على حياة المواطنين وصحتهم، دعم المؤسسات والأسر، وحماية الفئات المعوزة.

وكشف الوزير في عرضه أن تنفيذ ميزانية 2020 سجل رصيدا سلبيا بـ 1739 مليار دج، مقابل 1952 مليار دج في 2019، أي بزيادة -213 مليار دج. ولدى تفسيره لهذه النتائج، أوضح السيد كسالي أن الإيرادات الميزانية بلغت بنهاية ديسمبر 2020، بلغت 5183 مليار دج، أي ما يمثل نسبة تنفيذ تقدر بـ 96 بالمائة مقارنة بتوقعات قانون المالية التكميلي لسنة 2020 (5395 مليار دج). وتتوزع الإيرادات المسجلة فعليا بنهاية السنة على موارد عادية بـ 3788 مليار دج

ميزانية 2020 سجلت رصيда سلبييا

بسبب الأزمة
الصحية... وزير المالية:

لحساب الدائم لنتائج الخزينة إلى 31 ديسمبر 2020 ستكون 2703ر4 مليار دج.

وذكر بهذا الخصوص بأن دراسة المؤشرات المتعلقة بتأثير الإنفاق على الخدمة العمومية أظهرت "صمود الاقتصاد الجزائري في مواجهة آثار جائحة كوفيد-19. والانخفاض الحاد في أسعار المحروقات، بفضل التدابير العاجلة التي اتخذتها السلطات العمومية، لاسيما فيما يتعلق بالحفاظ على النشاط الاقتصادي، حماية الفئات المعوزة ترشيد الإنفاق العام وتأطير التجارة الخارجية".

وفيما يتعلق بالمجاميع الاقتصادية الكلية والمالية الرئيسية للاقتصاد الوطني خلال سنة 2020، أوضح السيد كسالي أنه تم تسجيل انخفاض نسبة النمو الاقتصادي إلى -1ر5 بالمائة مقابل 1 بالمائة في سنة 2019، بينما توقع قانون المالية التكميلي لسنة 2020 نسبة -2ر6 بالمائة، مبرزا أن هذا الفارق يعود بشكل رئيسي إلى تراجع مستوى النشاط في قطاع المحروقات والخدمات التجارية.

وأضاف أنه تم تعديل السعر الجبائي للبرميل الخام بتخفيضه لينتقل من 50 دولارا بعنوان قانون المالية لسنة 2020، إلى 30 دولارا بعنوان قانون المالية التكميلي لسنة 2020.

وأردف أن متوسط سعر الصرف انخفض بـ 7ر4 دج دولار لينتقل من 119ر4 دج دولار في 2019 إلى 126ر8 دج دولار في 2020، بينما توقع قانون المالية التكميلي 137 دج للدولار الواحد، أي فارق بـ 10ر2 دج للدولار الأمريكي الواحد.

وذكر كسالي أن نسبة التضخم المسجلة في سنة 2020 وصلت إلى 2ر4 بالمائة، أي إلى مستوى أقل من ذلك المتوقع بموجب قانون المالية التكميلي (3ر3 بالمائة).

من جهة أخرى، تم تسجيل انخفاض بـ 12 مليار دولار من المبلغ الإجمالي للصادرات في 2020 حيث بلغ 23ر8 مليار دولار مقابل 35ر8 مليار دولار في 2019.

بدورها، سجلت واردات السلع المنجزة في 2020 انخفاضا بـ 7ر5 مليار دولار لتصل إلى مبلغ 34ر4 مليار دولار مقابل 41ر9 مليار دولار في 2019.

وعليه، سجل رصيد الميزان التجاري في 2020 عجزا بـ 10ر6 مليار دولار، مقابل عجز بـ 6ر1 مليار دولار في 2019، أي ارتفاع بـ 4ر5 مليار دولار، حسب الأرقام التي عرضها الوزير.

كما بلغت قيمة احتياطات الصرف المسجلة 48ر2 مليار دولار مقابل 62ر8 مليار دولار في 2019، بينما توقع قانون المالية التكميلي لسنة 2020 مبلغ 43ر9 مليار دولار.

ووفقا كسالي، بلغت مستحقات الدين العمومي في نهاية السنة 9604 مليار دج، منها 9424 مليار دج للدين الداخلي و 180 مليار دج للدين الخارجي.

سعيد.ب

استمعت لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني، أمس، لعرض قدمه وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، حول مشروع القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2020.

وفي هذا العرض الذي قدمه أمام أعضاء اللجنة بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار، أكد ممثل الحكومة أن تنفيذ ميزانية عام 2020 جرى في سياق خاص تميز بانخفاض الطلب العالمي، خاصة على النفط الخام والغاز الطبيعي، وتفشي جائحة كوفيد-19 التي أثرت على الوضعية الاقتصادية العالمية واستدعت اتخاذ تدابير عاجلة على المستوى الاقتصادي والاجتماعي والصحي، من أجل الحفاظ على حياة المواطنين وصحتهم، دعم المؤسسات والأسر، وحماية الفئات المعوزة.

وكشف الوزير في عرضه أن تنفيذ ميزانية 2020 سجل رصيда سلبييا بـ 1739 مليار دج، مقابل -1952 مليار دج في 2019، أي بزيادة -213 مليار دج.

ولدى تفسيره لهذه النتائج، أوضح كسالي أن الإيرادات الميزانية بنهاية ديسمبر 2020، بلغت 5183 مليار دج، أي ما يمثل نسبة تنفيذ تقدر بـ 96 بالمائة مقارنة بتوقعات قانون المالية التكميلي لسنة 2020 (5395 مليار دج).

وتنوع الإيرادات المسجلة فعليا بنهاية السنة على موارد عادية بـ 3788 مليار دج وموارد جبائية بترولية بـ 1394 مليار دج.

وبالموازاة مع ذلك، بلغت النفقات الميزانية 7340 مليار دج بعنوان السنة المالية 2020، أي ما يمثل نسبة تنفيذ تقدر بـ 99 بالمائة مقارنة بالمبلغ المتوقع في قانون المالية التكميلي لسنة 2020 (7372 مليار دج).

وتنوع هذه النفقات على 4727ر4 مليار دج بعنوان نفقات التسيير و 2612ر7 مليار دج بعنوان نفقات التجهيز، حسب الوزير الذي أكد في هذا الإطار بأن إعداد الميزانية ركز على التحكم في النفقات العمومية لاسيما من منظور الاستدامة الميزانية للمدى المتوسط.

كما تم "الحرص في تخصيص الموارد على المبدأ الحفاظ على ديناميكية التطور الاجتماعي والاقتصادي من خلال إتمام المنشآت القاعدية وإكمال البرامج التي تم الشروع فيها، لما فيها من آثار على النمو الاقتصادي والشغل والعدالة الاجتماعية".

وفيما يتعلق بالحسابات الخاصة للخزينة، لفت كسالي إلى أنها سجلت رصيда سلبييا بـ 515 مليار دج في نهاية 2020 مقابل 1330 مليار دج مسجل في سنة 2019.

وعلى الصعيد المحاسبي، سجلت نتائج الميزانيات التي لم تتم تسويتها في نهاية السنة المالية 2020 رصيда سلبييا يعادل 1865 مليار دج، يضيف الوزير الذي أشار إلى أنه بعد المصادقة على قانون تسوية الميزانية للسنة المالية 2020، سيتم نقل النتائج المبينة فيه إلى متاح ومكشوف الخزينة، أي مبلغ 1865 مليار دج وبالتالي الوضعية الموحدة



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger